



FSU BOURGOGNE
et
SNU ANPE BOURGOGNE



LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

NOUS AVONS EXPÉRIMENTÉ LA MÉTHODE SARKOZY

Monsieur le Président de la République,

Lors de votre venue à Dijon pour visiter la Société Dijonnaise d'Assistance par le Travail et participer à une table ronde sur la réinsertion (avec présentation du Revenu de Solidarité Active et du Contrat Unique d'Insertion), une délégation de la FSU et du SNU-ANPE Bourgogne a demandé que vous la receviez entre autre parce que vous posez l'exigence d'une fusion ANPE/UNEDIC comme moyen incontournable de faire baisser le taux de chômage. Nous avons finalement été reçus par un de vos jeunes conseillers.

Cette entrevue a été menée à la hussarde, en 15 minutes!!

La délégation a vraiment eu l'impression que vous n'en aviez rien à faire de ce qu'elle pouvait raconter.

Hélas en tant qu'agents de l'Etat, on commence à avoir l'habitude d'être traités comme des moins que rien. Votre discours à l'IRA de Nantes le 19 septembre 2007 montre que vous avez très peu de considération pour les agents de la Fonction Publique, et c'est pour cela que vous voulez casser le système.

La fusion ANPE-UNEDIC serait pour le bien du Demandeur d'Emploi

Il paraît que vous vous êtes mis à sa place pour penser que la fusion était indispensable. Mais peut-être pas suffisamment pour imaginer pour le chômeur lambda une loi comme celle qui protège les députés du chômage. Par contre un organisme unique sera bien plus pratique pour radier ceux qui ne voudraient pas n'importe quel emploi. Nous avons en tête l'exemple du Royaume Uni où le taux de chômage a certes fortement baissé mais où à l'inverse la pauvreté a explosé. Bonjour le retour à l'emploi....

Les lois Borloo sont mauvaises

Vous n'hésitez pas à taper sur le copain que vous avez pris dans votre gouvernement et qui avait imaginé il y a deux ans un « nouveau » système de mesures d'aide à l'emploi, prétendument plus simples. D'ailleurs, d'après votre conseiller, Borloo n'avait pas pour objectif la réinsertion mais bien plutôt de faire baisser le chômage (sous entendu avant les élections). Élections qui vous ont été favorables, alors pourquoi cracher dans la soupe ? D'ailleurs, vous présentez votre système avec les mêmes mots que Borloo avait utilisé pour présenter le sien, vous aurez probablement les mêmes résultats. Ce n'est pas avec des emplois précaires que l'on réinsère définitivement les plus démunis. Vous nous expliquez que le contrat unique d'insertion simplifiera considérablement les choses. Tout comme les Maisons de l'Emploi censées simplifier également les dispositifs et dont le déploiement est paraît-il finalement gelé : avons-nous bien compris ?

Madame Lagarde, Ministre de l'économie, des finances et de l'emploi, raconte n'importe quoi

Elle s'est trompée sur le nombre de Demandeurs d'Emploi suivi par chaque agent ANPE en parlant de 60 demandeurs par agent alors que dans le cadre du Suivi Mensuel Personnalisé les agents ANPE tournent à minima à 130 demandeurs avec des pointes frisant les 220 !

Elle serait allée trop loin en disant que la fusion permettrait de faire baisser le chômage à 5% : Ce n'est pas en modifiant et en cassant les structures du Service Public de l'Emploi que l'on réduira le nombre de chômeurs mais bien dans le cadre d'une relance économique et par la création massive d'emplois de qualité (pas comme en Grande Bretagne où beaucoup de travailleurs sont considérés comme pauvres) ! Or, le plein emploi ne se décrète pas !

Ce qu'elle voudrait imposer aux partenaires sociaux ne serait pas dans vos objectifs. Tout cela n'est pas très clair, mais on sentait bien que votre conseiller avait bien mieux à faire qu'à nous expliquer et à nous écouter.

On aurait aussi aimé vous dire, par l'intermédiaire de votre conseiller que :

Imaginer qu'un même agent peut être compétent du début de l'indemnisation à la fin de l'insertion professionnelle est une stupide aberration. C'est comme si on voulait faire construire chaque voiture par un seul ouvrier.

Prétendre vouloir associer les partenaires sociaux dans le nouvel organisme fusionné c'est se moquer du monde quand on voit comment vous et votre gouvernement imposez votre vision des choses. Le pouvoir de nommer un président serait dérisoire, puisque celui-ci n'aurait aucun pouvoir sur le directeur général nommé par le gouvernement.

Lorsque nous voyons que vous nous avez fait recevoir d'une manière cavalière par un de vos conseillers, on peut douter du sens de la formule « partenaires sociaux » que vous avez souvent à la bouche. En tout cas cela augure mal du dialogue social qui doit décider (selon vos dires) de l'avenir de l'ANPE et de l'UNEDIC.

Sur les suppressions de postes qui seront probablement la conséquence de la fusion, Madame Lagarde ose dire dans les Echos que l'objectif n'est pas de réaliser des économies alors que vous affichez tous les jours votre désir de diminuer le nombre d'agents de la Fonction Publique.

Dire que les heures supplémentaires vont injecter de l'argent dans l'économie française (5.6 milliard d'euros) est une absurdité puisque cet argent serait allé à des demandeurs d'emplois ayant retrouvé du travail, et qui ont encore plus besoin de consommer. Ceux qui vont faire des heures supplémentaires risquent plus de thésauriser, en prévision de leur retraite dont l'avenir est bien incertain.

Nous pensons, Monsieur le Président que vous faites fausse route. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour vous convaincre de changer de direction.

A Dijon le 4 octobre 2007
La FSU Bourgogne
Le SNU ANPE Bourgogne